

ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN MILITANT SYRIEN

Anas al Shogre, un militant syrien détenu au secret depuis mai pour avoir, semble-t-il, encouragé et conduit des manifestations dans la ville côtière de Baniyas, en Syrie, serait désormais détenu dans les locaux d'une antenne de la Sûreté de l'État à Damas. Selon certaines informations, il serait en mauvaise santé et pourrait avoir été victime d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Un frère d'Anas al Shogre qui ne vit pas en Syrie a déclaré à Amnesty International que sa famille avait appris d'une source apparemment fiable qu'Anas al Shogre est actuellement détenu dans les locaux de l'antenne de la Sûreté d'État à Damas, qu'il ne va pas bien et qu'il a « perdu beaucoup de poids ». Ces éléments renforcent la crainte qu'il ait subi des actes de torture et d'autres mauvais traitements. La source de la famille n'aurait pas fourni plus d'informations.

Anas al Shogre, un étudiant de 23 ans, a été arrêté au cours d'une opération des forces de sécurité qui a débuté à Baniyas le 7 mai. Il était alors dans la clandestinité. Les autorités syriennes n'ont pas révélé les raisons de son arrestation ou le lieu de sa détention bien que, selon son frère, sa famille ait tout fait pour obtenir des informations à son sujet.

La famille d'Anas al Shogre et des défenseurs des droits humains locaux pensent que son arrestation est liée au fait qu'il ait encouragé et mené des manifestations populaires à Baniyas, et qu'il ait informé les médias, dont le service arabe de la BBC, des violations des droits humains commises dans cette ville par les forces de sécurité syriennes. Amnesty International craint qu'Anas al Shogre soit un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et de réunion, et l'organisation s'inquiète du fait que ses conditions de détention équivalent à une disparition forcée.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en français, en anglais ou dans votre propre langue :

- dites-vous préoccupé(e) par le fait qu'Anas al Shogre est détenu au secret depuis mai dans des conditions équivalant à une disparition forcée, ainsi que par les informations indiquant qu'il est en mauvaise santé et que cela pourrait être dû à des actes de torture ou autres mauvais traitements ;
- demandez instamment qu'Anas al Shogre soit libéré immédiatement et sans condition s'il s'agit d'un prisonnier d'opinion détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion en encourageant et en menant des manifestations à Baniyas, ou qu'il soit libéré sans plus attendre à moins d'être inculpé d'infractions pénales reconnues, auquel cas il doit être jugé équitablement lors d'un procès répondant aux normes internationales d'équité ;
- exhortez les autorités syriennes à prendre immédiatement des mesures pour révéler le lieu de détention d'Anas al Shogre et de toutes les autres personnes en détention, à mettre fin aux disparitions forcées, à protéger tous les détenus contre la torture et autres mauvais traitements, et à leur permettre de contacter leurs familles, de consulter les avocats de leurs choix et de bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 NOVEMBRE 2011 À :

Président de la République

Bashar al-Assad
Presidential Palace
al-Rashid Street
Damascus, Syrie

Fax : +963 11 332 3410

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Président,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Syrie dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), numéro de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 209/11. Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE24/030/2011/fr>

Ministre des Affaires étrangères

Walid al-Mu'allim
Ministry of Foreign Affairs
al-Rashid Street
Damascus, Syrie

Fax : +963 11 214 6251

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Ministre,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN MILITANT SYRIEN

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis que des mouvements populaires de protestation appelant à des réformes politiques ont commencé à se répandre dans tout le pays, au milieu du mois de mars, les autorités syriennes ont réagi avec brutalité en essayant d'étouffer ces mouvements. Les forces de sécurité ont plusieurs fois usé d'une force largement excessive, recourant à des tireurs embusqués pour ouvrir le feu sur des foules de manifestants pacifiques et déployant des chars pour bombarder des zones résidentielles. Elles ont cherché à justifier ces mesures en prétextant que le gouvernement est la cible de bandes armées.

Amnesty International a obtenu les noms de plus de 2 200 personnes qui seraient mortes ou auraient été tuées depuis la mi-mars, pendant les manifestations ou par la suite. On pense que beaucoup ont été abattues par des membres des forces de sécurité utilisant des balles réelles, alors qu'elles participaient à des manifestations pacifiques ou assistaient aux obsèques de personnes tuées au cours de précédents mouvements de protestation. Des milliers d'autres personnes ont été arrêtées et nombre d'entre elles sont détenues au secret dans des lieux indéterminés, où les actes de torture et autres mauvais traitements seraient monnaie courante. Ces arrestations visaient des personnes considérées comme ayant organisé ou publiquement soutenu ces mouvements, que ce soit dans un discours lors d'un rassemblement public, dans la presse, sur Internet ou ailleurs. Parmi elles figurent des militants politiques, des défenseurs des droits humains, des imams et des journalistes. Ces arrestations massives et la torture omniprésente ont contraint un certain nombre de militants politiques et de défenseurs des droits humains à entrer dans la clandestinité.

Un autre aspect atterrant de la répression sanglante menée par le gouvernement contre les manifestants réside dans la nette augmentation du nombre de décès en détention signalés et peut-être dus à la torture. Amnesty International a recensé plus de 100 morts en détention signalées depuis le début des manifestations.

Nom : Anas al Shogre

Genre : homme

Action complémentaire sur l'AU 209/11, MDE 24/064/2011, 4 octobre 2011